

Taxe d'accise—Loi

l'oublier. Ce ministre est certes capable de fournir de meilleures réponses à la Chambre et de prendre des dispositions pour protéger l'intérêt des Canadiens dans ce domaine.

Un autre aspect déplaisant du projet de loi à l'étude aujourd'hui est encore une fois une question de rafistolage. Le ministre d'État aux Finances (M. MacLaren) n'avouera pas que la politique énergétique a échoué. Il tente de camoufler les symptômes révélateurs. Il veut accorder aux sociétés pétrolières un allègement de \$250,000 parce que leur marge d'autofinancement est réduite à néant et il veut leur venir en aide. Malheureusement, il l'accordera également à d'autres qui, à notre avis, ne le méritent pas. Cet allègement n'est lié à aucune condition ou amélioration qui seraient avantageuses en général pour les Canadiens. La mesure n'est pas assez précise. Le ministre veut faire marche arrière pour ce qui est de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. Une fois encore ce n'est pas assez précis, c'est du rafistolage. Toutefois nous estimons qu'il néglige de nous présenter une politique énergétique plus efficace et équitable qui tient compte de l'intérêt des Canadiens.

Le ministre de l'Énergie a également refusé d'avouer que la politique énergétique du gouvernement a échoué. Il se contente de retouches ici et là et s'abstient de mettre au point une politique générale afin que les Canadiens sachent à quoi s'en tenir et que nos hommes d'affaire sachent également ce à quoi ils peuvent s'attendre. Il appuie sur les boutons et manipule les leviers, mais il n'y a dans ses interventions aucune cohérence, aucune logique.

• (1650)

Le programme d'encouragement du secteur pétrolier éprouve de sérieuses difficultés, mais le ministre de l'Énergie refuse de l'admettre. Il refuse une enquête publique sur la situation. Le vérificateur général, des députés et des sociétés d'énergie, des provinces même ont exprimé leur inquiétude, mais le ministre de l'Énergie reste confiant. Il s' imagine qu'il lui suffit de changer la formule, d'exiger de celui qui dépense plus de 50 millions pour un forage, d'apposer sa signature avant de commencer les travaux. Malheureusement, ce n'est que du rafistolage. Le ministre refuse d'assumer ses responsabilités et de veiller sur l'argent des contribuables. Lorsque la politique fait fausse route, il devrait l'admettre. Il vaudrait mieux qu'il l'admette au lieu de chercher à mettre en place des mécanismes plus appropriés.

Je vais vous donner un autre exemple d'échec. Je pourrais vous en citer toute la journée. Je vous rappelle simplement les garanties absolues qu'on nous avait données concernant la construction du gazoduc de l'Alaska. La construction d'un premier tronçon ne devait pas servir à exporter de grandes quantités de pétrole aux États-Unis. Et la construction du gazoduc d'Alaska devait profiter de toutes sortes de manières aux Canadiens. On nous avait donc donné des garanties absolues, aussi solides que le roc de Gibraltar. Malheureusement, le roc de Gibraltar est tombé sur nous. Je ne dirai pas: je vous l'avais bien dit. Tout le monde sait maintenant que le gazoduc ne sera pas construit. Tout le monde sait que le gouvernement s'est laissé avoir en dépit des avis contraires. On a construit un premier tronçon. Je ne sais pas pourquoi le ministre refuse d'admettre les faits à la Chambre, de nous donner une idée de la politique concernant le gaz naturel et ce qu'il adviendra du grand monument qu'il a bâti.

D'ailleurs, il existe un autre problème intéressant dans le domaine du gaz naturel. Le ministre a admis qu'ils existaient des problèmes, que les espoirs suscités par le Programme énergétique national ne se sont pas réalisés. Étant donné l'effondrement de certains marchés aux États-Unis et la faillite du système des prix, le ministre ainsi que d'autres responsables offrent aux Américains notre gaz naturel à des prix dérisoires. Cette décision semble motivée par des excédents à court terme aux États-Unis. Cependant, d'ici deux ans, on prévoit que la demande du gaz naturel va reprendre. Et nous serons liés à des prix d'au-bain pendant que la demande augmentera rapidement aux États-Unis.

Le parti conservateur trépigne à l'idée de poursuivre cette politique. Il veut vendre, et vite, et bon marché. On affirme que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne réussira pas à faire disparaître tous les symptômes qui trahissent l'échec de la politique. Le gouvernement doit se rendre compte que les hypothèses étaient fausses, que sa politique n'est pas la bonne et qu'il doit réexaminer la situation. Sinon, les ressources naturelles du Canada sont gravement menacées.

En publiant le Programme énergétique national, le gouvernement s'est engagé à construire des gazoducs, un réseau de gazoducs qui couvrirait le Canada. Par exemple, on devait aménager un tronçon principal jusqu'aux Maritimes, construire des tronçons latéraux dans la province de Québec et débloquer des fonds pour desservir l'île de Vancouver. Ces fonds se sont envolés en fumée.

D'autres fonds ont été prévus pour l'île de Vancouver ainsi qu'un montant énorme pour construire des embranchements au Québec. Sans aucun doute un embranchement sera prolongé jusqu'aux Maritimes. Malheureusement, les habitants de l'île de Vancouver se sentent traités en citoyens de deuxième ordre. Car ils savent que l'argent devait servir à construire leur gazoduc n'existe pas. Si cet argent existe, il servira sans doute à des projets de création d'emplois dans les circonscriptions libérales. Je ne sais pas. Cependant, quoi qu'il arrive, ce n'est pas juste. Cet argent devait servir à construire un gazoduc dans l'île de Vancouver. Si les travaux ne sont pas exécutés, l'argent pourrait servir à un programme de remplacement du pétrole ou à un programme d'énergie de remplacement. Ce sont les habitants de l'île de Vancouver qui devraient en bénéficier pour que les prix de l'énergie soient raisonnables. Ce serait à la fois juste et équitable.

De toute manière, c'est un échec. Une fois encore le ministre s'affaire à supprimer les symptômes sans formuler aucune politique. Il est plutôt taciturne ces temps-ci. Des élections fédérales s'en viennent. Si le gouvernement hésite trop longtemps à présenter une politique, la session prendra fin avant que ce soit fait. Malheureusement, le gouvernement refuse d'admettre que sa politique a échoué, que les hypothèses étaient fausses et qu'il n'est pas en mesure de protéger efficacement les Canadiens.

Si le parti libéral n'a pas réussi à assumer ses obligations à l'égard du public canadien, j'ai bien peur que, si le parti conservateur prend le pouvoir, nous allons remonter cent ans en arrière en matière de politique énergétique. Le chef de l'opposition (M. Mulroney) et son parti sans politique vont faire volte-face en favorisant l'investissement étranger. Ils ont dit qu'ils encourageront une plus grande mainmise étrangère sur